Extraits de l'entretien de M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères et européennes, avec "TV5 Monde, RFI, Le Monde" le 11 décembre 2011, sur les dossiers européens et internationaux, notamment la crise européenne, la transition politique dans le monde arabe, la répression en Syrie, la contestation en Russie, la Côte d'Ivoire et la RDC, et la question de l'audiovisuel extérieur de la France avec le rapprochement de France 24 et de RFI.

2011-12-11

Q - Bonjour Monsieur le Ministre, j'ai beaucoup de questions avec une actualité très chargée, notamment sur la crise européenne, les suites et l'évolution de ce que l'on a appelé le Printemps arabe, la répression qui continue en Syrie, la contestation en Russie, l'Afrique aussi avec, entre autres, la Côte d'Ivoire et la République démocratique du Congo.

Quelques questions d'actualité en France, la campagne 2012 et les questions sur l'audiovisuel extérieur de la France.

Vendredi, le Sommet de Bruxelles a débouché sur un accord de discipline budgétaire à vingt-six. Le Royaume-Uni s'est abstenu, il est donc isolé. Cette abstention britannique est-elle un échec et est-ce le début véritablement d'un éloignement du Royaume-Uni de l'Union européenne ?

R - Ce n'est pas seulement un accord de discipline budgétaire et le présenter comme un échec, c'est un peu en décalage par rapport à la réalité et à tout ce que l'on a entendu dire. C'est un succès.

Q - C'est un accord à vingt-six et pas à vingt-sept !

R - Oui, mais je préfère parler du succès plutôt que de ce qui peut être insatisfaisant. C'est un succès, François Baroin l'a qualifié d'historique et je souscris volontiers à cette affirmation. C'est vrai, c'est une discipline budgétaire renforcée. Lorsque l'on a adopté

l'euro dans le cadre du Traité de Maastricht, on n'avait pas prévu ce qui était nécessaire pour le faire fonctionner.

Il y a donc la règle d'or dont la conformité sera appréciée par la Cour de justice de l'Union européenne, dans les limites que nous souhaitions.

Il y a ensuite les sanctions lorsqu'on ne respecte pas la discipline budgétaire. Mais il y a aussi - et c'est très important du point de vue français, parce que nous nous sommes beaucoup battus pour cela - le renforcement de la gouvernance.

Il y aura un Conseil européen régulièrement et la chancelière allemande a même souhaité que, pendant la période de crise, il se réunisse tous les mois.

Il y aura enfin un pilotage qui, je l'espère, sera rapidement mis en place.

Q - C'est le modèle allemand ?

R - Comme toujours, vous voyez les choses de manière négative. Eh bien non, pas du tout, ce n'est pas le modèle allemand qui s'impose et c'est assez paradoxal que vous me disiez cela quand je parle de la gouvernance économique parce que c'est une idée française.

Q - Mais je parlais des économies budgétaires ?

R - Je parlais du gouvernement économique. Il y a des idées françaises, des idées allemandes et, de grâce, sortons de ce petit jeu : qui gagne, qui perd. On a vu où cela a conduit, à des excès de langage absolument inacceptables qui nous ramènent un siècle en arrière. Alors, faisons attention.

J'en viens à votre question. Le Royaume-Uni n'a pas voulu s'associer à cette démarche qui réunit maintenant les vingt-six autres États membres de l'Union européenne. Il s'isole, c'est regrettable, nous aurions souhaité qu'il soit toujours embarqué avec les Vingt-sept. Ce n'est pas complètement nouveau. On sait très bien, depuis très longtemps, que, pour le Royaume-Uni, l'Union européenne est d'abord un marché. Pour nous, c'est un peu plus que cela, c'est vraiment une solidarité en matière économique, monétaire et fiscale pour demain.

Q - Le Premier ministre britannique David Cameron a parlé d'une décision qui avait été très difficile à prendre. Cet isolement du Royaume-Uni n'est-il pas aussi une mauvaise nouvelle quand même pour l'Union européenne dans son ensemble ?

R - Ce n'est pas une bonne nouvelle mais cela ne va pas nous empêcher d'avancer.

Q - Vous avez, à juste titre, mis en garde contre la germanophobie et les dérapages verbaux. Mais, tout de même, l'impression qui se dégage, c'est que l'on est dans une Europe allemande. Quelles sont les concessions que la France aurait obtenues de l'Allemagne ? En quoi pouvez-vous démontrer que ce n'est pas Angela Merkel qui a, d'une certaine façon, imposé sa recette ?

R - Je vais continuer à faire de la résistance. Je ne partage absolument pas cette analyse. J'ai déjà répondu en partie à votre question. Il y a deux ans, quand le président de la République française parlait de gouvernement économique de la zone euro, cette idée était totalement refusée en Allemagne. Aujourd'hui, non seulement elle n'est pas refusée mais elle est même activée.

De plus, quand nous avons dit que la Cour de justice de l'Union européenne ne règlerait pas le budget de la France, nous n'étions pas en accord avec l'Allemagne. Et quel est le point de vue qui a prévalu ? Le nôtre.

Je pourrais continuer cette démonstration sur beaucoup d'autres sujets. Par exemple, sans entrer dans le détail, l'implication du secteur privé dans la résolution des crises de dettes - comme ceci a été fait pour la Grèce - était plutôt une idée allemande et nous avons dit que nous ne souhaitions pas que ceci reste valable pour d'autres. Nous avons obtenu satisfaction.

Q - Pourquoi ?

R - Parce que cela fragilisait beaucoup la confiance des marchés.

Q - Mais certains contestent que les banques privées justement ne soient pas amenées à participer ?

R - Cela a été acté par vingt-six États européens puisque c'est le résultat de la rencontre de Bruxelles. C'était effectivement un contre-signal pour les marchés et pour les épargnants qui risquaient de voir leurs dettes non remboursées si ce principe avait été confirmé. Il a été écrit très clairement dans l'accord final que le mécanisme européen de stabilité se prononcerait selon les règles du FMI.

On pourrait continuer cette démonstration, mais je pense qu'elle est dangereuse parce qu'essayer de voir qui a marqué des points, qui n'en a pas marqué, c'est vieux comme l'histoire de l'Union européenne. Depuis toujours, les intérêts de la France et les intérêts de l'Allemagne ne sont pas forcément convergents mais, le plus important, c'est qu'il y a une volonté de dialogue, une volonté de travailler ensemble et que l'on parvienne à un accord. Ce qui me paraît important aujourd'hui, ce n'est pas de savoir dans quelles conditions on a obtenu cet accord, c'est de savoir ce qu'il est. Et je répète qu'il est de nature aujourd'hui à nous permettre de sortir de la crise.

Q - Au-delà de cette polémique entre la France et l'Allemagne, peut-on dire que c'est le couple franco-allemand qui, actuellement, entraîne l'Europe et prend les décisions - ce qui est critiqué parfois - pour l'ensemble de l'Europe ?

R - Vous savez, les initiatives franco-allemandes sont critiquées mais on nous critique aussi quand nous ne faisons rien. Combien de fois ai-je entendu dire qu'il faut que la France et l'Allemagne prennent l'initiative pour entraîner les autres !

Il est vrai que lorsque nous prenons l'initiative, cela provoque parfois un peu de crispation. Mais, là encore, regardez ce qui s'est passé : c'est sur la base de la lettre Merkel-Sarkozy que l'accord a été finalement conclu.

Je rappelle quand même que la France et l'Allemagne représentent 55 % du PIB de la zone euro. Bien entendu, cela ne nous donne pas le droit de dicter nos conditions aux autres. Il faut respecter tous les pays qui sont membres à part entière de la zone euro, mais cela donne quand même une responsabilité particulière à la France et à l'Allemagne.

Q - La discipline budgétaire, c'est évidemment très important pour l'avenir de l'Union européenne, pour ce qui va se passer dans les prochaines années. Mais on a l'impression que, pour le court terme, la Banque centrale européenne ne va pas intervenir davantage. On n'a pas décidé la création des fameuses euro-obligations. Quand l'Italie et l'Espagne vont se présenter devant les marchés au début de l'année 2012, que va-t-il se passer ? Ne risque-t-on pas d'avoir la même crise que celle que l'on vient de connaître ces derniers mois, une crise de liquidité ?

R - Vous dites que la Banque centrale n'a pas décidé d'intervenir davantage, ce n'est pas exact. Elle a décidé de faire des prêts illimités aux banques européennes au taux de 1 %. C'est donc une prise de position très importante de la Banque centrale dans le cadre de son indépendance. Les euro-obligations, c'est une lubie ! En quoi cela consisterait-il ?

Q - C'est ce que fait la réserve fédérale américaine ou la Banque d'Angleterre ?

R - L'Amérique - cela ne vous a pas échappé - est un État. L'Europe n'est pas un État et nous ne sommes pas intégrés comme le sont les États-Unis d'Amérique. Les euro-obligations, cela consisterait à mutualiser la dette, c'est-à-dire à faire payer de la mauvaise dette par les pays qui ont un bon crédit.

Q - C'est l'argument de l'Allemagne.

R - C'est l'argument de la France et de l'Allemagne. Nous verrions les conditions de refinancement de notre dette dégradées et nous avons toujours dit, dès le départ - nous n'avons pas changé là-dessus -, que c'est bien sûr une idée à ne pas écarter et que ce serait le point d'achèvement de l'Union monétaire que nous sommes en train de bâtir. Il

ne faut pas mettre la charrue avant les bufs. Lorsque nous aurons fait cette Union, alors, effectivement, il y aura possibilité de mutualiser la dette.

Q - Pensez-vous que les prêts à 1 % de la Banque centrale européenne sont suffisants pour éviter une nouvelle crise ?

R - Si je vous dis que cest suffisant et que, demain, les marchés «turbulent» vous me direz que jai été imprudent. Cest une crise extrêmement difficile, les marchés réagissent dans le très court terme, selon des critères qui nous échappent parfois. Je pense que ce qui a été décidé vendredi dernier est solide et que cela va nous permettre de repartir en avant.

Q - Est-ce laccord final est définitif ? On a vu depuis deux ans une série de sommets au niveau européen se succéder à chaque fois pour essayer de colmater la brèche et dempêcher que la zone euro néclate. Pensez-vous que le problème est réglé définitivement ? Et surtout, au-delà du discours sur laustérité, sur la discipline budgétaire, doù viendra la relance et la croissance économique dont lEurope a besoin pour trouver plus demplois, y compris en France ?

R - Cest une étape décisive. Je lai dit, je serais bien téméraire, dans un monde qui change à une vitesse toujours plus accélérée, qui est totalement imprévisible, de vous dire que cest définitif. Bien entendu, nous nous adapterons et nous avons les moyens de nous adapter à lévolution des choses.

Vous avez tout à fait raison de dire que la question qui se pose aujourdhui et qui est prioritaire, cest la croissance. Pour établir les équilibres budgétaires, il faut bien sûr faire des économies, tailler dans les dépenses le cas échéant, augmenter les recettes, mais on sait bien que le mécanisme vertueux de retour à léquilibre, cest la croissance. Cest la croissance qui fait rentrer les recettes fiscales sans quon soit obligé daugmenter le taux des impôts.

Q - Et cest le manque de croissance qui a fragilisé leuro ?

R - Et cest le manque de croissance aujourdhui qui fragilise lAmérique. Il faut quand même se souvenir que cest une crise mondiale. Aujourdhui, le surendettement de lAmérique est au moins aussi fort que le surendettement de la zone euro et le ralentissement de la croissance inquiète aussi la Chine. Cest donc un problème mondial.

Je pense, personnellement, que lon ne peut relancer la croissance de façon solide que sur des bases assainies. On a vu tout à lheure les années 1995-1997 dans votre reportage. Jai eu à faire face - dans un contexte tout à fait différent parce quil ny avait pas deuro à lépoque, cétait le franc qui se dévaluait - au même problème : comment rétablir léquilibre budgétaire. Eh bien, après une cure daustérité - il faut avoir le courage dutiliser les mots ! - que sest-il passé ? Une fois léconomie française assainie, dès

1997, puis 1998, la croissance est repartie. Je n'ai pas pu en profiter puisque je n'étais plus Premier ministre, mais la France en a profité et c'est bien l'essentiel.

Assainissons et repartons en même temps, injectons dans l'économie - cela me paraît très important aussi -, des dépenses d'avenir.

Je ne vais pas revenir sur ce que nous avons fait avec Michel Rocard mais les 35 milliards d'euros du Grand Emprunt, que je préfère appeler l'investissement d'avenir, désormais sont en train de s'injecter dans des laboratoires de recherches, dans les universités, dans les technologies vertes, dans les technologies numériques. Et je pense que c'est cela qui peut et qui va soutenir la croissance.

Q - Comme je le disais, il y a beaucoup de sujets dans l'actualité. Ces derniers jours, en Russie, on a l'impression que quelque chose se passe : des dizaines de milliers de manifestants dans les rues de Moscou et de Saint-Pétersbourg ; des élections qui sont dénoncées comme truquées ; les manifestants demandent l'organisation d'un nouveau scrutin. Pensez-vous que nous assistons au début d'un Printemps russe ?

R - J'étais en Russie il y a quelques mois. Au cours de ce voyage, j'avais rencontré des représentants d'associations, des ONG et des journalistes qui se battent pour les droits de l'Homme. J'avais eu un dialogue très intéressant avec eux. J'avais bien pris la mesure de l'aspiration du peuple russe à davantage de liberté. On le voit aujourd'hui.

Ces élections, si on se réfère au rapport de l'OSCE, ne se sont pas déroulées dans des conditions convenables et transparentes. J'ai été l'un des premiers à dire qu'il fallait que l'on fasse toute la lumière sur les conditions dans lesquelles elles s'étaient déroulées.

Ensuite, il faut évidemment respecter la liberté d'expression en Russie, les arrestations et les incarcérations qui se multiplient ne sont pas acceptables. Nous l'avons dit publiquement aux autorités russes.

Q - Avez-vous été surpris par l'ampleur des manifestations ?

R - Bien sûr, cette aspiration à la liberté qui est aujourd'hui à l'œuvre partout dans le monde nous surprend. Tous ceux qui connaissent la Russie savent bien qu'il se passait des choses, il y avait une fermentation, une aspiration à la liberté. Mais dire que les choses allaient se passer à ce moment-là, avec cette importance-là, c'était difficile à prévoir. Je dois dire aussi que les peuples, on s'en rend compte un peu partout, n'aiment pas trop que l'on joue avec les processus démocratiques.

Q - Signe que le Kremlin est peut-être en train d'entendre ce message, le président Medvedev aujourd'hui a ordonné l'ouverture d'une enquête sur les soupçons de fraude

qui pèsent sur les législatives de dimanche dernier. J'imagine donc, Alain Juppé, que c'est une initiative que vous approuvez ?

R - Bien sûr et nous appelons, d'abord, les autorités russes au dialogue et à éviter la violence. Il faut laisser se manifester les oppositions, c'est la règle du jeu dans la démocratie et ensuite en tirer les conséquences pour l'organisation de la prochaine élection présidentielle. Si les critiques qui sont faites sur le déroulement de ce scrutin sont confirmées - nous avons de bonnes raisons de penser que l'OSCE n'a pas affirmé cela à la légère - il faudra naturellement que la correction soit faite.

Q - Et l'opposition va jusqu'à demander l'organisation, vu l'ampleur des truquages, d'un nouveau scrutin législatif ?

R - Laissons le débat se poursuivre en Russie. L'enquête est demandée par le président Medvedev, c'est aux autorités russes de décider des conséquences concrètes à en tirer. Je ne veux pas m'ingérer dans les affaires russes.

Q - Je trouve vos propos à l'instant extrêmement frappants, parce que la France avait, jusqu'à très récemment, donné une sorte de blanc-seing au pouvoir politique russe, allant jusqu'à qualifier la Russie de démocratie. C'était le commentaire de François Fillon, il n'y a pas si longtemps, et vous venez juste de dire que les arrestations sont inacceptables, que les peuples n'aiment pas lorsque l'on décide avant eux du retour d'un tel ou d'un tel au Kremlin.

La France est-elle en train de réviser, de réapprécier le jugement qu'elle porte sur la nature de ce pouvoir et si c'est le cas, n'est-on pas allé un peu trop loin dans notre partenariat avec la Russie ? Je pense notamment à ce projet de développement touristique dans le Caucase russe qui est une zone de conflits armés et où, chaque année, il y a des morts. Ce projet a été perçu aussi comme une sorte de validation par la France de toute la politique menée par Vladimir Poutine dans cette région meurtrie.

R - Je ne crois pas qu'il y ait contradiction. Nous avons développé avec la Russie un partenariat politique, économique et stratégique. Je crois que nous avons eu raison, nous ne sommes pas les seuls à l'avoir fait et l'Union européenne dans son ensemble le fait également.

Il est exact qu'il y a eu des progrès démocratiques en Russie : le seul fait qu'aujourd'hui, la presse puisse s'exprimer, même si c'est insuffisant. Je l'ai dit, ce n'est pas une démocratie parfaite bien sûr. Mais quand est-ce que la Russie, depuis le début des temps où elle s'est constituée, a été une démocratie ? C'est un apprentissage long et difficile et il faut accompagner la Russie dans cette direction. C'est un vrai problème de comportement de notre diplomatie. Faut-il rompre les ponts avec ceux qui n'appliquent pas exactement les modèles que nous appliquons après deux ou trois siècles

dapprentissage républicain ? Ou, au contraire, faut-il les accompagner, essayer de les convaincre et les faire évoluer dans la bonne direction ?

Je ne suis pas sûr que le fait daider la Russie à organiser un grand complexe touristique dans le Caucase soit aussi contre-productif que vous semblez le penser.

Louverture au monde, louverture vers lextérieur, cela a des implications inéluctables et inévitables. Et, dailleurs, les vrais régimes répressifs et dictatoriaux se referment sur eux-mêmes. La Birmanie commence légèrement à souvrir, la Corée du Nord, pas du tout. Entrer dans la brèche, si je puis dire, chaque fois quil y a une ouverture dans un pays qui progresse dans la voie de la démocratie, je pense que cest la direction quil faut prendre.

Q - Il y a quelques jours, M. Poutine accusait les États-Unis davoir incité les manifestants à fomenter le chaos et de les avoir financés. Il accusait nommément Hillary Clinton. Pensez-vous que cest de lintérêt des États-Unis de provoquer le chaos en Russie ?

R - Je nen crois rien, ce sont des allégations.

Q - Elles ont quand même été tenues par Vladimir Poutine !

R - Peut-être mais je ne suis pas là pour valider tout ce que dit M. Poutine, même si je pense que nous devons continuer de poursuivre un dialogue étroit et constructif avec la Russie. Je ne suis pas tout noir, tout blanc, ce serait trop facile si cétait ainsi ; il y a des moments où il faut suivre la ligne de crête.

Q - Concernant, les suites des révolutions arabes, vous lavez dit vous-même, lattitude de la France tient en deux mots : confiance et vigilance. Vous faites confiance au processus en cours et la vigilance, ce sont les lignes rouges à ne pas dépasser par les islamistes. Ce qui veut dire que la France conditionnera, par exemple, son aide économique au non-franchissement de ces lignes rouges, cest-à-dire en gros les valeurs démocratiques de la France ?

R - Quand jentends le parti An-Nour, en Égypte expliquer que les femmes peuvent travailler mais uniquement quand elles nont pas denfant, que la démocratie est une impiété, que le tourisme cest bien, mais quil faut interdire les piscines et les plages mixtes, je me dis que là, la ligne rouge est franchie. La confiance, cela signifie donc que lon ne peut pas demander ou constater que les peuples organisent des élections qui se déroulent de manière convenable comme cela a été le cas en Tunisie, au Maroc et en Égypte, et puis contester le résultat des élections. Au nom de quoi devrions-nous décider que ces résultats ne sont pas acceptables ?

Cest un fait, il faut le respecter. Mais il faut être vigilant parce que certaines de ces forces politiques ont aujourdhui des positions, des idées, des programmes qui ne sont pas

compatibles avec un certain nombre de nos valeurs fondamentales. Il va falloir les juger à leurs actes.

Je ne veux pas faire de procès d'intention a priori, on va voir avec qui les Frères musulmans vont s'allier pour constituer une coalition en Égypte - ils ont plusieurs possibilités pour le faire. Quel sera le programme de leur gouvernement ? Les déclarations que j'ai citées tout à l'heure n'engagent-elles que leurs auteurs ou bien est-ce que ce sera le programme de travail du gouvernement égyptien ? À partir de là, nous déterminerons notre position.

Q - L'Europe peut-elle poser des conditions à l'attribution de son aide à ces pays en transition dans le monde arabe ? Et de quelle manière ?

R - Pourquoi pas ? Quand nous aidons financièrement un peuple à mettre en place son projet démocratique et que dans le même temps, nous avons le sentiment qu'il construit autre chose qu'une démocratie, nous ne sommes pas obligés de maintenir les financements. C'est un dialogue. Je sais bien que cela peut apparaître comme une intrusion. Nous laissons ces peuples choisir le modèle politique et économique qu'ils souhaitent ; nous leur demandons de nous présenter leurs priorités économiques, politiques et sociales. Ce n'est pas nous qui allons faire le plan d'action de la Tunisie ou du Maroc mais, in fine, quand ces plans nous seront proposés, nous serons en droit de vérifier si ceux-ci respectent les principes démocratiques.

Q - Vous êtes, il me semble, le principal partisan de cette idée qu'il faut dialoguer, je parle du gouvernement français, avec les courants islamistes de l'autre côté de la Méditerranée. Tout le monde n'est pas d'accord avec vous, en particulier au sein de la droite notamment en France. N'êtes-vous pas un peu seul à défendre cette idée qu'il faut maintenir le canal du dialogue avec ces courants qui ne rassurent pas tout le monde ?

R - Je ne crois pas. Nous en avons parlé en Conseil des ministres, c'est exactement la ligne du président de la République et c'est celle du gouvernement. Il peut y avoir des appréciations différentes, je peux le comprendre, mais je pense que notre ligne est claire. Nous la maintenons dans chacun des cas que j'ai évoqués tout à l'heure.

Q - À l'autre extrémité de l'échiquier politique, en Égypte, il y a les islamistes mais aussi l'armée. Pensez-vous que le rôle joué par l'armée en Égypte est un rôle positif pour la démocratie en devenir en Égypte ?

R - L'armée doit transférer le pouvoir, c'est la règle du jeu. Des élections ont eu lieu, il faut maintenant qu'il y ait transfert à un pouvoir civil et j'espère que l'armée jouera le jeu.

Q - Confirmez-vous votre déplacement prochainement au Maroc pour rencontrer le Premier ministre marocain ?

R - La date n'est pas encore arrêtée mais j'ai eu très récemment M. Benkirane au téléphone pour le féliciter de sa nomination. Avec le Maroc, vous savez que nous avons des relations très étroites. Je pense que le Maroc peut et va réussir sa transition démocratique grâce à l'audace, il faut bien le dire, du roi et aussi grâce à l'ouverture de la vie publique. Je rappelle que le parti «de la Justice et du développement» avait déjà des députés au Parlement marocain. Aujourd'hui, il en a un peu plus du quart et il va donc être conduit à gouverner avec d'autres forces politiques. C'est un bon schéma me semble-t-il.

Q - Les différents partis en Tunisie ont enfin réussi à s'entendre sur une Constitution provisoire, une répartition des pouvoirs entre le Premier ministre et le président avec, finalement, plus de pouvoir pour le président. Est-ce une bonne évolution là aussi ?

R - Là encore, c'est aux Tunisiens de choisir. Ce n'est pas moi qui vais leur dire quel régime ils doivent choisir. C'est leur choix. Nous sommes prêts à les aider sous réserve de ce que j'ai dit tout à l'heure et qui pour l'instant ne se manifeste pas.

S'agissant de la Tunisie, j'ai eu là aussi des contacts avec le parti Ennahda et je m'y rendrai à nouveau dès que le gouvernement sera en place. C'est la même ligne que celle que j'ai exprimée tout à l'heure à propos de l'Égypte ou du Maroc.

Q - Sur les révoltes arabes, le soutien de la France à la démocratisation, aux valeurs, la défense des valeurs, on n'a pas beaucoup entendu la France défendre ou demander la libération de militants pro-démocratie, d'opposants à Bahreïn aux Émirats Arabes Unis.

Mine de rien, ne sommes-nous pas un peu dans le «deux poids, deux mesures» car la France semble particulièrement muette s'agissant de ces cas précis ? Les Émirats Arabes Unis étaient notre partenaire dans l'expédition libyenne, ne les ménage-t-on pas ?

R - Ma voix n'a peut-être pas suffisamment de force, je veux bien l'admettre mais je ne suis pas muet en tout cas. J'ai dit très clairement qu'à Bahreïn comme ailleurs, il fallait tenir compte des aspirations populaires, que la répression n'était pas une solution, qu'il fallait faire des réformes et qu'il fallait dialoguer.

Q - Et du côté des opposants ?

R - Quand les opposants ont été «embastillés» - pardonnez-moi cette expression - ou mis en prison dans des conditions irrégulières, ils doivent être libérés naturellement. Il faut aussi prendre conscience de ce qui se passe dans le monde arabe. Il y a des conflits stratégiques. Je ne sais pas si je peux utiliser cette expression, il existe une véritable guerre de religion entre sunnites et chiites, cela aussi c'est quelque chose qui doit être intégré dans notre réflexion.

Q - Vous faites allusion au rôle de l'Iran à Bahreïn ?

R - Par exemple ou ailleurs.

Q - Au sud du Maghreb, il y a le Sahel et là-bas se développe ces derniers mois le terrorisme de l'AQMI. Douze otages actuellement dont six Français sont entre leurs mains. Avez-vous des informations nouvelles en particulier sur les otages d'Areva enlevés en septembre 2010 au Niger et sur d'autres enlevés fin novembre dans le nord du Mali ?

R - Non, je n'ai pas d'informations complémentaires. Nous utilisons tous les canaux de discussion possibles pour obtenir une libération. Nous le faisons en permanence avec plus ou moins de bonheur, nous avions obtenu la libération de Mme Larribe il y a quelques temps, nous continuons à travailler.

Vous connaissez ma position constante dans ce domaine : il faut protéger le secret des négociations dans l'intérêt-même des otages.

Q - Savez-vous si les contacts continuent ou s'ils ont été suspendus ? On sait que l'un des négociateurs algériens aurait rompu les ponts avec les services français. Avez-vous des informations ?

R - Nous avons des contacts, je ne vous en dirai pas plus.

À propos du Sahel, je voudrais simplement dire que notre inquiétude est maximale parce qu'il y a eu, de Libye, pénétration d'un certain nombre de forces ou de groupes armés, avec beaucoup d'armes. Tout notre travail dans le Sahel consiste à essayer de convaincre les pays riverains de se coordonner dans leur action contre AQMI. La Mauritanie et le Niger sont fortement engagés ; j'en ai parlé la semaine dernière avec mon collègue algérien, M. Medelci, qui est parfaitement conscient du défi. La coopération régionale est clé.

Q - (incompréhensible)

R - Absolument, et avec l'aide de l'Union européenne qui a mis en place, à l'instigation de la France, un plan Sahel pour aider ces pays à s'équiper et à se former.

Q - Êtes-vous satisfait de la coopération avec ces pays ? Le Mali, l'Algérie en font-ils assez ?

R - L'Algérie s'engage, je vous l'ai dit. Nous en avons parlé. Elle a réuni les pays de la région pour essayer de mieux les coordonner. Il faut convaincre le Mali de s'engager à fond.

Q - Toujours sur cette question des trois Européens mais, cette fois-ci, il s'agit de deux Espagnols et un Italien enlevés à la fin du mois d'octobre ; leur enlèvement vient d'être revendiqué mais par un groupe dissident d'AQMI. Le fait qu'il y ait, à présent, des groupes dissidents d'AQMI qui, visiblement, opèrent jusqu'en Afrique subsaharienne, cela

vous inquiète-t-il ? Certains spécialistes de la lutte anti-terroriste parlent de la nécessité dans cette région d'une véritable thérapie de choc.

R - Qu'est-ce que cela veut dire ?

Q - Je vous le demande !

R - Non, je le demande à ceux qui utilisent cette expression. Je pense qu'il faut «mettre le paquet» pour tout ce qui est information, intelligence. Nous coopérons avec les Américains, avec d'autres et vous avez raison de dire que le risque est en train de gagner vers le Sud. Il y a peu de temps, j'étais au Nigéria et il y a eu des attentats là-bas, avec des groupes qui ne sont pas d'AQMI, mais qui sont des groupes terroristes d'inspiration extrémiste. Donc, la plus grande vigilance et la plus grande coopération s'imposent.

Q - Je parlais de la collaboration des États comme le Mali et le Niger. La collaboration des services spéciaux, qu'ils soient américains, britanniques est-elle efficace sur le terrain ?

R - Cette coopération existe et elle est bonne.

Q - Vous n'en direz pas plus ?

R - Je ne veux pas révéler la manière dont cela se passe. Je peux vous dire que les services de renseignements coopèrent.

Q - On a l'impression que cette menace à vraiment explosé en quelques mois, en quelques années. Cela va aujourd'hui du Nigeria au Soudan, tous les pays sont concernés.

R - Absolument. Elle a été incontestablement renforcée par ce qui s'est passé entre la Libye et le Sahel.

Q - Un effet collatéral de notre intervention en Libye.

R - Pas de notre intervention : de la libération du peuple libyen de la dictature de Kadhafi.

Q - On peut peut-être parler de la situation en Syrie. Il y a encore eu des blessés et des morts, le président Bachar Al-Assad peut-il tenir le coup encore longtemps ?

R - J'ai déjà dit ce que j'en pensais. Je n'ai jamais vu un chef d'État, dans la période récente - il y en a eu d'autres dans le passé bien sûr - s'exprimer avec autant de cynisme. Quand je pense qu'il y a quelques jours encore, il expliquait sur une chaîne de télévision qu'il n'y était pour rien, qu'il n'avait pas donné d'ordre ! Enfin, c'est absolument invraisemblable ! Dans la minute-même où il disait cela, on continuait à tirer sur des populations.

Q - Il a indiqué que ces excès étaient des excès individuels.

R - C'est de la provocation. On nous explique encore que les troupes sont en train de se concentrer autour de la ville d'Homs qui est l'un des foyers de résistance majeur. Nous sommes très inquiets de ce qui se passe à Homs et nous le dénonçons. Quand un chef d'État se comporte ainsi, il n'a plus de légitimité ni de perspective à long terme. Il s'est passé quelque chose de fondamental dans cette crise syrienne où la France parle haut et fort depuis longtemps, c'est que la Ligue arabe a pris une position très claire et très ferme. La Turquie est aussi engagée fortement ; l'ensemble de l'Union européenne est absolument sur la même ligne et les pressions internationales sont extrêmement fortes. Seule la Russie a encore une attitude différente, ce que je regrette profondément. Le Conseil de sécurité vient de décider d'auditionner Mme Pillay, la Haute commissaire pour les droits de l'Homme, qui va faire son rapport au Conseil de sécurité qui ne pourra plus nier ce qui se passe.

Q - La pression internationale ne se relâche pas.

R - Elle ne se relâche pas, elle s'accentue, des sanctions supplémentaires ont été prises par l'Union européenne et par les pays arabes et on ne pourra plus continuer à dire que les responsabilités sont partagées.

Q - Pour autant la Russie et la Chine, surtout la Russie, ne vont pas jusqu'au point où ils sont allés concernant la Libye.

R - Peut-être parce que la résolution 1973 leur a laissé un mauvais souvenir. M. Sergueï Lavrov nous a dit cela à Bruxelles la semaine dernière.

Q - C'est la résolution qui a permis l'intervention en Libye.

R - Absolument. Je lui ai répondu que de notre point de vue, partagé par les Britanniques, ainsi que par tous les pays de l'OTAN, nous nous sommes conformés strictement à la résolution 1973.

La Russie n'a, cependant, pas ce point de vue. Nous essayons de la convaincre de sortir de l'isolement où elle s'est enfermée. Aujourd'hui, il n'y a guère plus que la Russie et la Chine qui continuent à soutenir que, d'un côté, il y a un régime qui fait ce qu'il peut pour rétablir l'ordre et, de l'autre, des terroristes qui attaquent ce régime.

Ce n'est pas la vérité. La vérité, c'est qu'il y a un régime qui réprime des mouvements populaires d'aspiration à la liberté et à la démocratie.

Q - Vous aviez, il y a quelques temps, évoqué la possibilité de couloirs humanitaires et c'était déjà en ayant la ville de Homs à l'esprit. Depuis la situation n'a fait que s'aggraver ; elle est, semble-t-il, devenue critique. Comment comptez-vous sauver Homs, protéger cette ville ? Et est-ce un cas concret pour que l'idée de couloirs humanitaires puisse se mettre en place ?

R - Il y a deux façons de concevoir un couloir humanitaire. C'est avec l'accord du pays dans lequel cela se passe ou contre ce pays. Dans ce cas-là, il faut utiliser la force.

Aujourd'hui, nous soutenons la proposition de la Ligue arabe qui travaille dans son dialogue avec Damas, à l'envoi d'observateurs qui auraient notamment pour objectif de faciliter l'accès de l'aide humanitaire. Ceci est en cours de discussion et j'espère que nous y parviendrons.

Q - La Syrie demande la levée des sanctions avant d'autoriser l'arrivée des observateurs. Est-ce acceptable ?

R - La Ligue arabe ne l'a pas accepté pour l'instant.

Q - Certains opposants syriens seraient menacés, même sur le territoire français. Confirmez-vous cette information ?

R - Il y a des informations en ce sens et nous les protégeons. Nous dialoguons également avec eux et entretenons un contact permanent avec le Conseil national syrien. Nous ne sommes d'ailleurs pas les seuls et je voudrais aussi saluer le rôle de notre ambassadeur sur place qui est retourné en Syrie. Pourquoi y est-il retourné ? Parce que les opposants nous l'ont demandé, c'était une façon de les rassurer et d'avoir une présence internationale.

Q - Cinq soldats français ont été blessés dans un attentat à l'explosif dans le sud du Liban. Ils font partie de la FINUL. Était-ce un message de la Syrie ?

R - Sans doute. Nous avons de fortes raisons de penser que cet attentat vient de là. Il y en a déjà eu un, il y a quelques mois ou quelques semaines.

Q - Il faut expliquer, Monsieur le Ministre, que la Syrie utilise le Hezbollah pour ce genre d'attentats sur place au Liban.

R - En effet, c'est son bras armé, si je puis dire. Nous avons à nouveau appelé le gouvernement libanais à protéger la FINUL qui est là dans une mission de paix. Elle n'a pas de mission de combat, elle est là pour s'interposer et éviter les affrontements. Vous savez qu'il y a, en ce moment, aux Nations unies, une revue stratégique sur le sens de cette mission : que faisons-nous au Liban ? Que fait la FINUL ? Nous souhaitons que les forces armées libanaises prennent la relève le plus rapidement possible. Au terme de cette revue stratégique, nous verrons les conséquences à en tirer. Pour la France, l'indépendance, l'intégrité territoriale, la souveraineté et la liberté du Liban sont des enjeux fondamentaux.

Q - Vous venez de tenir la Syrie responsable de cet attentat. C'est bien ce qu'il faut comprendre ?

R - Nous avons de fortes raisons de penser que ces attentats sont de cette origine là. Aujourd'hui, je n'en ai pas la preuve, naturellement, mais nous avons de forts doutes.

Q - L'actualité africaine : en République démocratique du Congo - qui un pays francophone de 70 millions d'habitants -, il y a eu des élections présidentielles le 28 novembre. Les résultats officiels donnaient la victoire à Joseph Kabila et près de 49 % des voix, 32 % à l'opposant Étienne Tshisekedi. La France considère, Monsieur le Ministre, Joseph Kabila comme le président réélu, légal et légitime de la RDC ce soir ?

R - Nous avons du mal à nous faire une idée précise sur la façon dont ces élections se sont déroulées. Dans un premier temps, les observateurs internationaux ont donné plutôt un avis favorable, puis il y a eu des doutes sur la régularité des élections. En tous cas, ce que nous avons fait, vraiment sans désemparer depuis des semaines et des semaines, c'est faire passer le même message, à la fois aux partisans de Kabila et aux partisans de Tshisekedi : «ne recourez pas à la violence, trouvez une issue à vos différends et à vos antagonismes par le dialogue et non pas par la force armée». Malheureusement, nous ne sommes pas écoutés pour l'instant mais tout le monde s'y met.

Nous souhaitons que l'Union africaine et toutes les organisations régionales puissent accentuer leur pression dans cette direction. La situation est explosive, j'en ai parfaitement conscience car le recours à la violence est extrêmement fort. Nous essayons donc de faire tout notre possible pour l'éviter.

Q - Sur la Côte d'Ivoire, des élections législatives ont eu lieu ce dimanche. On n'a pas encore les résultats ni la participation, on sait que la participation est faible à Abidjan, la capitale. Ce sont les premières de l'ère Ouattara. Le parti de Laurent Gbagbo, l'ancien président, a boycotté ces élections. Est-ce que dans ces conditions, Monsieur le Ministre, une réconciliation en Côte d'Ivoire vous paraît possible ?

R - Il ne faut pas renoncer. Je regrette la consigne de boycott qui a été donnée. Attendons de voir les résultats définitifs, notamment sur la participation. Je pense que le président Ouattara est vraiment animé par un esprit de réconciliation ; il a mis en place une commission de réconciliation. La Côte d'Ivoire est en train de sortir, petit à petit, de la situation, notamment de blocage économique dans laquelle elle se trouvait. Je pense donc que les choses vont plutôt dans la bonne direction. Le fait que les autorités ivoiriennes aient choisi d'envoyer M. Gbagbo à la Cour pénale internationale à La Haye permettra, je l'espère, de progresser.

Q - Mais attendu aussi la situation politique, puisque c'est l'argument invoqué par le FPI, le parti de l'ex-président Gbagbo pour boycotter ce scrutin.

R - Faisons confiance à la justice internationale pour faire la lumière.

Q - Laurent Gbagbo, vous venez de le dire est en train d'être jugé par la Cour pénale internationale. Est-ce que d'autres responsables ivoiriens de l'ancien régime ou même du régime actuel devraient selon vous aussi être traduit en justice devant la CPI ?

R - J'ai dit : pas d'impunité. Ce n'est pas à moi qu'il appartient d'en décider mais il y a un procureur de la Cour pénale internationale qui fait son travail. Et c'est à lui de dire qui doit être le cas échéant inculpé, quel que soit le côté politique qui porte la responsabilité d'éventuels massacres.

Q - Est-ce qu'il n'y a pas un déséquilibre, en sachant qu'il y a eu parmi les partisans de Laurent Gbagbo 150 interpellations. Parmi les partisans d'Alassane Ouattara, personne n'a été interpellé dans cette sortie de crise. Est-ce que la réconciliation peut se produire en l'absence apparente de justice impartiale dans le pays ?

R - Nous avons dit, depuis le début, à M. Ouattara qu'il lui appartenait de faire la lumière sur d'éventuels massacres même si ces massacres étaient de la responsabilité de groupes qui l'avaient soutenu. Je crois que c'est son intention et, je le répète, c'est au procureur de la Cour pénale internationale de faire son œuvre.

Q - Encore un mot sur Laurent Gbagbo : au moment de son arrestation, au moment de son arrivée, sa première déclaration devant la CPI, il a dit : «j'ai été arrêté sous les balles françaises, sous les obus français». Avez-vous un commentaire ?

R - Il se défend comme il peut.

Q - Une question sur l'audiovisuel extérieur de la France puisque ça fait deux semaines que les personnels de RFI, à l'appel de tous les syndicats, sont en grève. Ils dénoncent ce qu'ils appellent le passage en force de la direction de l'Audiovisuel extérieur de la France et de RFI pour imposer une fusion entre France 24 et RFI. Comme il s'agit de deux médias en charge de contenus internationaux, même si pour l'instant le Quai d'Orsay n'a pas la tutelle sur ces médias, comment voyez-vous cette crise ? Pour l'instant on est plutôt dans l'impasse

R - On a décidé d'une réforme, il y a deux ou trois ans je crois, de l'audiovisuel extérieur de la France dans son ensemble. Je voudrais d'abord dire - et ce n'est pas parce que je suis ici que je le dis - qu'un des points forts de cet audiovisuel, c'est TV5 Monde. Ce n'est pas un média français, c'est un média international de langue française. C'est pour moi un des points forts qui doivent être maintenus dans son indépendance et dans le respect des engagements internationaux de la France. Il y a peut être des possibilités de mutualisation avec d'autres médias, mais je pense que c'est très important.

Pour le reste, le rapprochement de France 24 et RFI me parait une bonne idée et il faut poursuivre dans cette direction. Dans quelles conditions ? C'est aux gestionnaires et aux

responsables de chacune de ces chaînes de le dire et pas à moi. En ce qui concerne la gouvernance de l'audiovisuel extérieur, les choses se sont apaisées et clarifiées à France 24. Il faut donc repartir sur de nouvelles bases.

Vous évoquiez le rôle du ministère des Affaires étrangères ; je crois qu'il doit avoir son mot à dire dans le pilotage de l'audiovisuel extérieur. J'ai proposé récemment à l'Assemblée nationale la création d'un comité stratégique de pilotage où les différentes administrations seraient présentes. Peut-être pourrait-on aller un jour vers une co-tutelle entre le ministère de la Culture et le ministère des Affaires étrangères.

Q - RFI va continuer de diffuser en radio à travers l'Afrique qui est une des régions du monde où elle est particulièrement suivie

R- Je l'espère !

Q - C'est une inquiétude des (inaudible) que la fusion siphonne un peu les moyens de RFI au profit de France 24...

R - Je ne veux pas me prononcer sur les moyens. Toutes les institutions aujourd'hui, qu'elles soient privées ou publiques, doivent gérer au mieux leurs moyens. Et, parfois, il y a des adaptations nécessaires. En revanche, je souhaite que RFI puisse continuer à faire entendre sa voix, car l'audiovisuel extérieur, je l'ai dit, dans toutes ses composantes, est un des éléments d'influence majeurs de la France, absolument majeurs. ().source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 13 décembre 2011

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/184041-extraits-de-lentretien-de-m-alain-juppe-ministre-des-affaires-etrange